



**MISSION PERMANENTE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
AUPRES DES NATIONS UNIES**

866 UNITED NATIONS PLAZA, SUITE 511, NEW YORK, NY 10017

Tel: 1-212-319-8061

Fax: 1-212-319-8232

Allocution

de

Monsieur EMPOLE LOSOKO EFAMBE Paul
Deuxième Conseiller d'Ambassade

A l'occasion de la Réunion Intergouvernementale de la
Commission du Développement Durable des Nations Unies
IPM, CDD - 17

Item: Afrique

New York, le 26 février 2009
(A vérifier à l'audition)

Madame la Présidente,

La République Démocratique du Congo, tout en s'associant aux déclarations faites par les distingués représentants du Soudan et du Sénégal au nom respectivement du G-77 et la Chine et du Groupe Africain, voudrait insister sur certains aspects.

Madame la Présidente,

Le précieux rapport du Secrétaire Général présente un tableau sombre sur la situation du développement durable en Afrique.

La misère, l'accroissement de la population et, dans certains cas, la faiblesse des institutions exercent des pressions sur les ressources naturelles du continent. En particulier les forêts sont menacées, comme le sont plusieurs pêcheries du continent. La dégradation des terres et la désertification touchent une bonne partie de l'Afrique. Les pénuries d'eau sont très courantes et devraient s'aggraver à l'avenir dans bon nombre de régions en raison de la pression démographique, de l'augmentation de la demande d'eau pour l'agriculture et des changements climatiques.

De ce fait, le rendez-vous de 2015 pour la réalisation des objectifs du millénaire, notamment celui de la réduction de moitié de la pauvreté risque d'être une utopie pour la plupart des Etats africains si nous n'agissons pas vite. En effet, la pauvreté reste l'obstacle majeur au développement durable de bon nombre de pays africains.

Beaucoup de promesses ont été faites et des engagements ont été pris, ici comme ailleurs, mais les résultats obtenus de ces promesses et engagements demeurent encore minimes. Aussi, est-il plus que temps de traduire ces promesses et ces engagements en actions concrètes sur le terrain.

L'Afrique a besoin de tout le monde pour lutter contre les nombreux défis qui se présentent à elle et réaliser ses nombreux programmes intégrateurs dans le cadre notamment du NEPAD: ses fils, les Etats membres et une contribution conséquente de la communauté internationale.

Pour sa part, la République Démocratique du Congo réaffirme sa vocation africaine et se dit disposée à mettre à contribution ses potentialités humaines, géologiques, spatiales, hydro-électriques, ses 80 millions d'hectares de terres arables et autres afin de concrétiser les vastes chantiers de l'Afrique.

Madame la Présidente,

Les problèmes de l'Afrique doivent être abordés de manière intégrée. Dans ce contexte, si nous ne voulons pas que la Révolution verte reste un simple slogan pour les Etats africains, nous devons donner à l'agriculture le prestige et le rôle qui lui revient de moteur de croissance économique et de développement rural. Pour ce faire, il serait bon de professionnaliser l'agriculture et de former les agriculteurs, en privilégiant aussi la construction des écoles à vocation agricole surtout dans les milieux ruraux en lieu et place des écoles classiques.

Il y a lieu également d'inverser la tendance qui s'observe actuellement allant dans le sens de la diminution de l'aide allouée par la communauté internationale au secteur agricole, car cela dénote d'une négligence de l'agriculture.

Au sujet de ces aides, il est temps, afin de les rendre efficaces, de les coordonner en évitant une dispersion d'énergies financières et autres et une concentration de ces aides dans les mêmes secteurs avec des projets conçus, dans la plupart des cas, très loin du contexte africain. Les partenaires traditionnels et émergents au développement en faveur de l'Afrique, devraient pour ce faire, s'efforcer d'assurer une meilleure coordination, avec le concours des gouvernements locaux, des ressources mobilisées.

Madame la Présidente,

Que la crise financière actuelle ne nous conduise pas vers le piège du protectionnisme que l'on observe actuellement et qui bloque jusqu'à ce jour le cycle de DOHA, mais nous pousse vers un élan de solidarité. Ce qui suppose la prise des mesures courageuses en matière de politiques commerciales internationale.

La communauté internationale devrait également aider les pays africains à renforcer la formation et les capacités dans les administrations centrales et locales, les ONGs et les collectivités, ainsi que dans les petites et moyennes entreprises. Ce qui permettrait d'améliorer la planification des investissements, l'évaluation - notamment écologique - et l'exécution des projets.

Les programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités pourraient en particulier cibler les petites et moyennes entreprises susceptibles de fournir des services aux sociétés multinationales actives.

Pour aider les pays africains à déjouer les pièges de la pauvreté et à stimuler leur croissance économique., Il faut de nouveaux investissements, la modernisation et la diversification des économies d'Afrique. A cela, s'ajoute un renforcement des capacités institutionnelles, notamment les capacités humaines, techniques et financières, et des lois et des politiques efficaces.

Il faut favoriser et améliorer les conditions de vie dans les milieux ruraux afin d'atténuer l'exode rural qui prive l'agriculture de sa main d'oeuvre. Ce qui nécessite entre autre un peu plus de capitaux frais pour améliorer les infrastructures agricoles et les voies d'évacuation des produits agricoles vers les grands centres de consommation.

Madame la Présidente,

Les conflits armés détruisent en très peu de temps les fruits de nombreuses années de sacrifices, d'où il est important de les prévenir. L'action en faveur de la paix est une condition indispensable du développement durable, et l'éducation à la culture de la paix est la voie qui conduit à cette action.

Je vous remercie.